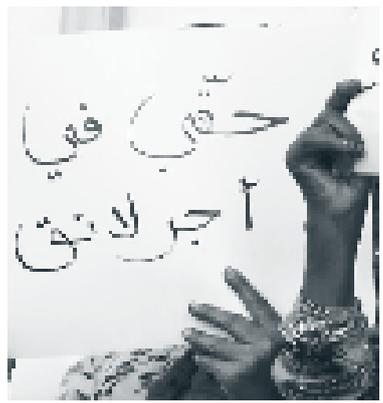


**MOUVEMENTS
SOCIAUX 601
Protestations**

N°126



JANVIER

OST

Observatoire Social Tunisien

Department

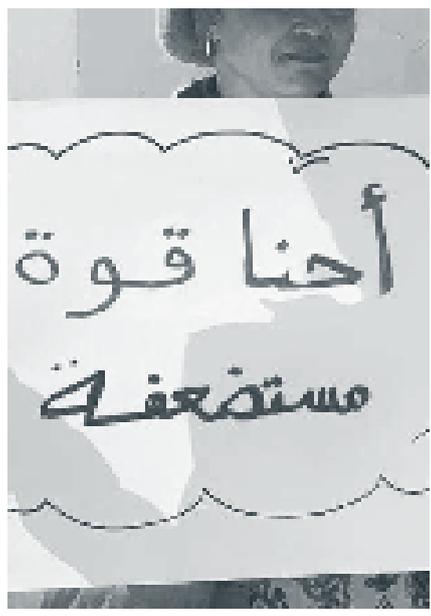
2024



RAPPORT TRIMESTRIEL
JANVIER - MARS
2024



FEVRIER



**SUICIDES
ET TENTATIVES
DE SUICIDE**

**38
CAS**

**MIGRATION
NON-RÉGLEMENTAIRE**
1371 migrants sont arrivés sur
les côtes italiennes au cours du
premier trimestre 2024

MARS

RAPPORT TRIMESTRIEL

JANVIER

MARS

2024

INTRODUCTION

2

LES DYNAMIQUES SOCIALES

3

01

LES MOUVEMENTS SOCIAUX

5

02

LA MIGRATION NON REGLEMENTAIRE

10

03

LA VIOLENCE

14

04

SUICIDE ET TENTATIVE DE SUICIDE

19

INTRODUCTION

Le début de cette année 2024 marque la confirmation des hypothèses émises dans les précédents rapports. Les mouvements sociaux continuent à se désinvestir au profit de l'augmentation – sans précédent – des violences et des suicides. Historiquement marquante, cette baisse pendant les premiers mois qui coïncident avec le déclenchement du processus révolutionnaire est la première depuis la révolution de la dignité. Nous assistons alors à une démobilisation généralisée, malgré l'intérêt des mouvances sociales qui persistent et qui portent des revendications concrètes et dirigées vers le pouvoir en place. Les logiques de cette démobilisation s'inspirent de la fragmentation des oppositions, les stratégies du pouvoir pour atténuer la portée des revendications et les processus de récupération mis en place par ce dernier¹. Le désinvestissement vient donc en réaction à la futilité perçue des efforts revendicatifs, face à un pouvoir qui récupère, ignore ou fait taire le peuple. La convergence entre les acteurs et l'esprit de solidarité est néanmoins marquante. Face à l'urgence et à la répression, les acteurs – jadis en opposition ou en silence – se rejoignent autour de revendications communes. Cette convergence continue durant ce premier trimestre à être documentée à travers les chiffres disponibles.

Les violences quant à elles se généralisent dans une atmosphère d'impunité et de banalisation. Ne choquant plus les médias et la population, les événements de violences partagés sont limités malgré la prédominance des espaces publics comme lieux d'exercice de la violence. Les actes violents adoptent de plus en plus une courbe genrée où de plus en plus d'agresseurs sont des hommes et de plus en plus de victimes sont des femmes.

En plus de cela, les suicides augmentent en comparaison avec les mois précédents. Touchant des jeunes et ayant lieu dans des espaces privés, ils sont les derniers cris de détresse et de désespoir. A leur manière, ils sont un moyen de protestation contre une vie qui se refuse et à laquelle la disparition est préférée.

A l'observatoire social tunisien, nous continuons la mission de la documentation de l'essoufflement des mobilisations sociales dans leur forme habituelle et des autres manifestations de la détresse populaire pour tenir compte des réalités tunisiennes et des enjeux du pouvoir et de la résistance. Tandis que le génocide mené par l'entité sioniste frappe le peuple palestinien, que des tunisiens – mineurs et adultes – meurent en méditerranée ou souffrent de la violence des politiques d'accueil, que la marginalisation augmente et que le pouvoir d'achat baisse, cette tâche – que se donne l'observatoire social tunisien du FTDES – est de plus en plus urgente.

¹ Bocquet, Denis. « Comprendre les logiques de démobilisation : mouvements sociaux et études urbaines », *Espaces et sociétés*, vol. 183, no. 2, 2021, pp. 153-158.

LES DYNAMIQUES SOCIALES



Sur le plan **POLITIQUE**

La situation politique se stabilise en gardant son instabilité. Le pouvoir du président Kais Saïed se concrétise avec une opposition qui peine à faire émerger des alternatives. Le mandat du président actuel se terminera en octobre dans un contexte marqué par le règne d'un personnage et les emprisonnements des leaders des partis politiques rivaux. Le président continue à jouir d'un soutien populaire avec 23,7% des intentions de vote à son égard, à savoir le double de son successeur, Safi Saïd.

La liberté d'expression et de la presse continue à reculer avec de plus en plus de peurs et de freins posés, ainsi que le harcèlement des journalistes sur les réseaux sociaux. Le cyberharcèlement des personnalités publiques est également de plus en plus normalisé dans le pays.

Les questions du patriotisme sont mises en avant pour contrôler la crise et créer un discours politique de riposte au désastre économique dans le pays. Parallèlement, les migrants subsahariens continuent à jouer le rôle du risque et de la crainte. Environ 20 milles migrants vivent dans des camps créés dans des champs d'oliviers à El Amra à Sfax, suite à leur expulsion et répression par le pouvoir à Sfax.

2

Sur le plan

SOCIO-ÉCONOMIQUE

La Tunisie commence l'année avec un bilan économique terne, marqué par un fort taux de chômage, la récession de l'économie et des pénuries constantes et récurrentes. En effet, l'économie tunisienne reste vulnérable aux troubles géopolitiques internationaux et au ralentissement en Europe. Le ralentissement prévu du secteur touristique est à prendre en compte pour ses probables re-tombés sur le commerce et le pouvoir d'achat des tunisiens. Les effets de la sécheresse et le changement climatique se font de plus en plus ressentir et présentent des risques importants pour le secteur agricole.

Durant ce premier trimestre de 2024, l'inflation était à un taux de 7,8% en janvier, puis à 7,5% en février et en mars. La stabilisation du taux de l'inflation est due au maintien du même rythme de la hausse des prix des produits alimentaires. Cependant, le rythme d'augmentation des prix du « Logement, eau, gaz et électricité » s'est accéléré (4,3% en mars contre 3,8% en février). Cette accélération a été compensée par un ralentissement du prix des meubles et des articles de ménage. Entre janvier et février les prix de consommation ont augmenté de 0,2% pour ensuite augmenter de 0,7% en mars. L'instabilité de ces taux et la fluctuation des courbes des indicateurs économiques n'est pas différente de celles du contexte politique du pays.



01

MOUVEMENTS SOCIAUX

475

Protestations

durant le 1^{er} trimestre 2024

Durant le premier trimestre de 2024, l'OST a enregistré 475 mouvements de protestations, à savoir 137 en janvier, 159 en février et 179 en mars. Nous continuons à assister à la baisse du nombre de protestations et à un écart de plus en plus souligné. La baisse est remarquable en comparaison à 601 mouvements durant le dernier trimestre de 2023, 680 entre juillet et septembre 2023, 894 durant le deuxième trimestre et 1262 durant le premier trimestre de 2023. Il est certain qu'on assiste à un réel désinvestissement des espaces de protestation.

La disparité régionale indique l'isolement des acteurs sociaux et les difficultés à s'organiser de manière viable et la fatigue militante s'observe à travers l'épuisement de certains mouvements avant la conclusion d'accords ou la satisfaction des revendications. La précarité et la privation restent au centre des revendications enregistrées. Elles demeurent liées à la vie socio-économique et aux difficultés qui lui sont relatives. Les travailleurs continuent de mener la majorité des actions et les médias continuent d'être le moyen de relater et protester de manière susceptible de porter la voix et atteindre relativement les objectifs de lutte.

1.1 DISTRIBUTION GÉOSPATIALE

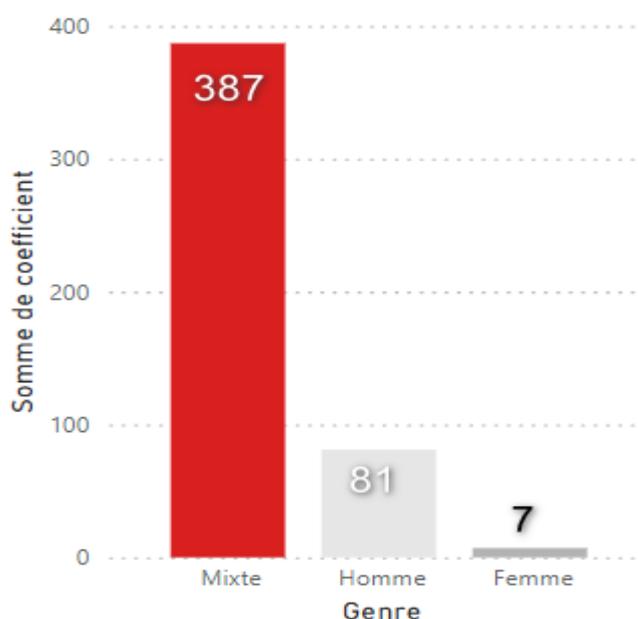
Les mouvements de protestations enregistrés continuent à être enregistrés dans les régions où un mouvement travailleur est présent et à être limitées dans les régions où les manquements syndicaux ont été soulignés dans les derniers rapports.

Ainsi Gafsa a enregistré 101 mouvements, Tunis 95, Bizerte ainsi que Nabeul ont enregistré respectivement 37 protestations. L'explication de ce manque de protestations est organisationnelle, puisque la marginalisation dans ces gouvernorats demeure forte en comparaison avec d'autres régions du pays.

Gouvernerats	Total
Gafsa	101
Tunis	95
Bizerte	37
Nabeul	37
Sfax	34
Jandouba	24
Sousse	22
Kasserine	16
Medenine	14
Sidi Bouzid	14
Kairouan	13
Mahdia	10
Tataouine	10
Béja	9
Kef	9
Siliana	9
Gabès	5
Ben Arous	3
Kebili	3
Ariana	2
Manouba	2
Monastir	2
Tozeur	2
Zaghouan	2
Total	475

1.2 DISTRIBUTION GENRÉE

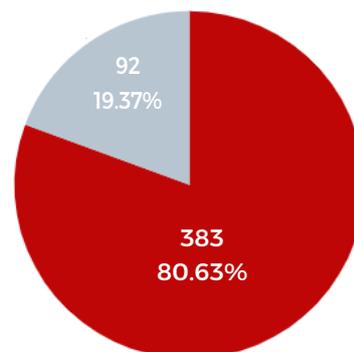
L'espace des protestations n'est pas genré en Tunisie. Les revendications sont partagées entre hommes et femmes et les deux catégories sociales protestent ensemble parce qu'elles sont touchées par les mêmes problématiques sociales. Néanmoins, les femmes agissent et protestent dans des espaces considérés sécurisés comme les réseaux sociaux ou les médias, pour éviter la confrontation avec les appareils répressifs.



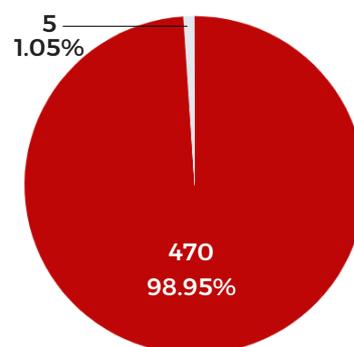
1.3 EMERGENCE ET NATURE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

De moins en moins de protestations sont individuelles. Les protestations collectives s'élèvent à hauteur de 98,95% et seulement 1,05% sont individuelles. Le dernier trimestre de 2023 était donc exceptionnel et les protestations continuent à avoir un teint collectif, qui consiste en des revendications partagées.

En ce qui concerne le caractère organisé ou spontané des mouvements de protestation, les mêmes tendances persistent, malgré une baisse du taux des mouvements organisés comparé au trimestre passé. Le taux actuel est de 63,58% en comparaison avec 86,52% pendant la période s'étalant d'octobre en décembre 2023. Le taux des mouvements qui se sont déclenchés de manière spontanée a donc augmenté pour atteindre actuellement 17,89%. Cette augmentation est le signe de plus d'évènements de colère et d'indignation parmi les habitants, par rapport au reste des mouvements organisationnelle et syndicales qui demeurent majoritaires.

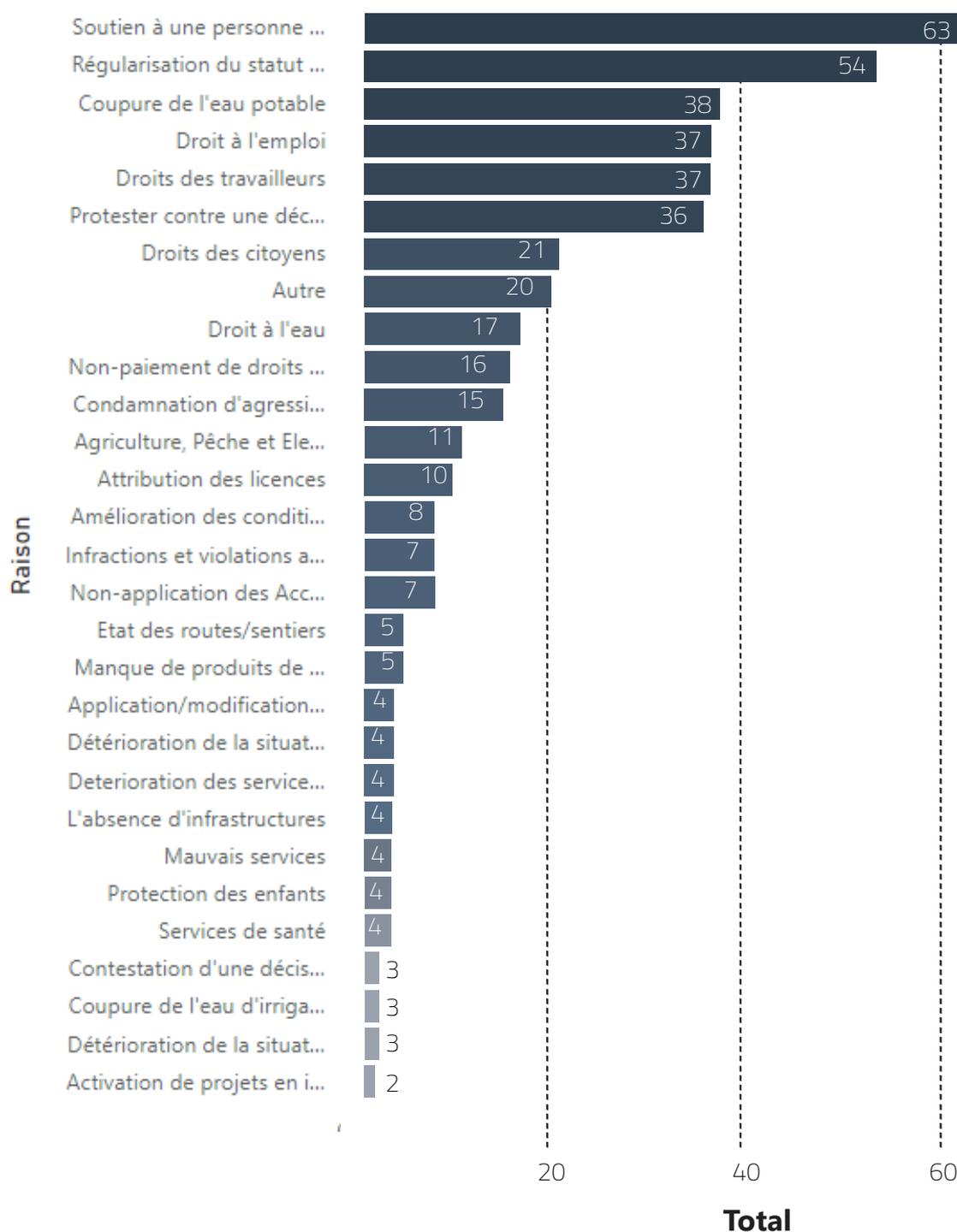


Planifié
■ Organisé
■ Non organisé



Type
■ Collectif
■ Individuel

1.4 LES REVENDICATIONS ET LES ACTEURS



Pendant ce trimestre l'objectif et la technique des protestation ont changé, en comparaison avec les mois précédents. Néanmoins, les revendications portent sur le soutien à des personnes et des organisations en bonne partie, puis la régularisation du statut professionnel, des protestations contre les coupures d'eau potable, le droit à l'emploi et les droits des travailleurs, la protestation contre des décisions, et puis des droits relatifs

à l'accès aux services publics comme l'eau dans des régions rurales mal desservies. Les acteurs ayant participé à ces mouvements gardent des profils diversifiés à l'instar des mois précédents. Les étudiants prennent moins de place dans ces protestations. C'est les habitants, les fonctionnaires et les activistes qui sont désormais les plus représentés parmi les protestants. Ensuite, les ouvriers et les chômeurs ont porté des revendications en lien avec leurs conditions de travail, les agriculteurs ont protesté les politiques agricoles et le non accès aux ressources, les commerçants les pénuries et les prix, les avocats ont dénoncé des décisions politiques et les employés des services médicaux la situation désastreuse de l'hôpital public et leurs conditions de travail. Le caractère inchangeable des revendications et les profils sociologiques des acteurs y participant est le signe de la défaillance des politiques et l'insatisfaction des demandes, qui sont pourtant simples, importantes et concrètes.

1.5 FORMES & ESPACES DE PROTESTATION

Les protestations ont été variables durant ce trimestre. On continue à assister à un renouvellement dans les techniques de lutte employées par les acteurs sociaux. Après la stabilisation dans le secteur éducatif, le blocage et les boycotts ont relativement cessé. Ils ont laissé la place aux rassemblements protestataires, des sit-in, des appels médiatiques, des déclarations, des grèves et des marches pacifiques. Nous avons enregistré 16 événements de blocage de route par des acteurs sociaux habituels.

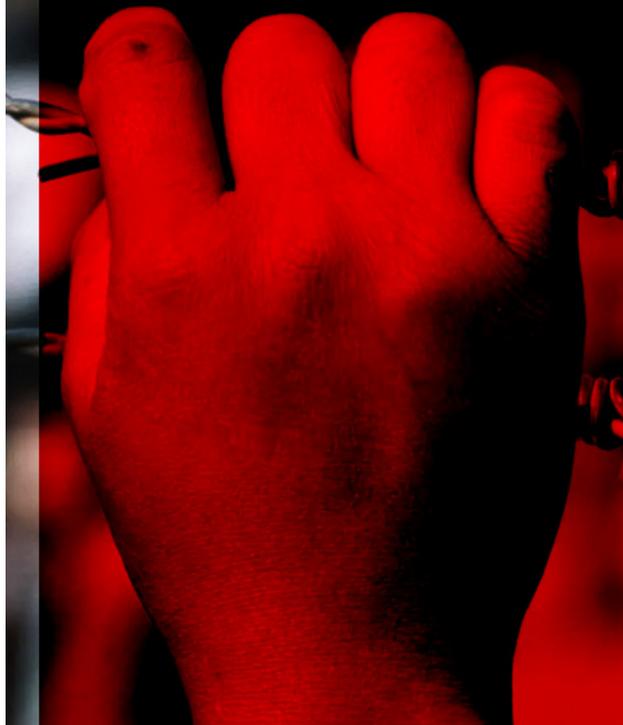
Les médias ont accueilli 91 protestations, les espaces de travail en général ont accueilli 71, les locaux de la CPG 62, les protestations sur les routes 50, 3 ont eu lieu dans des sièges sociaux administratifs. D'autres protestations ont eu lieu dans des institutions éducatives, le siège du gouvernement, les sièges des municipalités, les institutions judiciaires, et les sièges des délégations.

Espace	Total
Médias	91
Espaces de travail	71
Locaux de CPG	62
Espaces publics	58
Routes	50
Sièges sociaux/administratifs	37
Institutions éducatives	26
Sièges de gouvernerat	13
Sièges des municipalités	11
Institutions judiciaires	9
Sièges des délégations	8
Hôpitaux	7
Réseau sociaux	7
Sièges des ministères	6
Locaux de la SONEDE	5
Théâtre municipal de Tunis	4
Avenue Habib Bourguiba	3
Batiments publics	3
Place de la kasba	2
Assemblée Représentative du peuple	1
Poste sécuritaire	1
Total	475

LA MIGRATION

Non Réglementaire

JANVIER-MARS 2024



1371 migrants arrivés sur les côtes italiennes durant le premier trimestre 2024

Le mois de mars 2024 a enregistré l'arrivée de 673 migrants tunisiens irréguliers sur les côtes italiennes, ce qui indique une légère baisse de 13,38% par rapport à l'année précédente, portant le nombre d'arrivées au cours du premier trimestre 2024 à 1.371 migrants tunisiens. Les Tunisiens occupent la troisième place parmi les arrivants en Italie, représentant 12% du total des arrivées sur la côte italienne au cours de cette année.

171 traversées ont été contrariées, la plupart par voie maritime, à hauteur de 90,46%, et 5.404 migrants irréguliers ont été empêchés sur les côtes tunisiennes, pour la plupart de nationalités non tunisiennes, à hauteur de 86,92%, portant le nombre total de traversées contrariées depuis le début de l'année à 8 517 migrants.

Les drames se poursuivent sur les côtes tunisiennes sans aucune action de l'État pour les réduire, puisque 63 victimes et disparus ont été observés au cours du mois de mars, portant le total au cours du premier trimestre 2024 à 167 victimes et disparus. Un schéma qui laisse présager la poursuite du drame humain sur les côtes tunisiennes au vu d'un système sécuritaire et logistique qui donne la priorité à l'interdiction et non à la prévention.

2.1 Comparaison des mêmes périodes durant 2022-2023-2024

Mois	2022			2023			2024		
	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de traversées interceptées	Nombres de migrants interceptés
Janvier	382	124	1155	341	85	2304	258	76	1630
Février	308	95	1036	770	177	5147	440	64	1478
Mars	224	58	886	777	241	7494	673	171	5424
Total	914	277	3077	1888	503	14945	1371	311	8532

2.2 Les arrivants sur les côtes italiennes

Mois	Nombre d'arrivés	Homme	Femme	Mineurs accompagnés	Mineurs non accompagnés
Janvier	258	187	15	24	32
Février	440	281	22	24	113
Mars	673	483	34	58	98
Total	1371	951	71	106	243

2.3 Les arrivants selon les nationalités

Mois	Tunisien (ne)s	Non Tunisien (ne)s
Janvier	20,56%	79,44 %
Février	17,45%	82,54 %
Mars	13%	86,92%
Total	17%	82,96%

2.4 Les opérations de traversées interceptées par région

Mois	Médenine	Gabès	Sfax	Mahdia	Monastir	Sousse	Nabeul	Tunis	Bizerte
Mars	%1,16	*	%94,73	%0,58	%1,75	*	1,16%	*	*

* La présence de cette marque ne signifie pas que ces régions ne sont pas témoins de opérations, mais les données officielles publiées dans les notifications n'incluaient pas les opérations interceptées dans ces régions.

2.5 Les opérations de traversées interceptées

Mois	Terresre	Maritime
Janvier	38,46%	%61,53
Février	17,18 %	82,81 %
Mars	9,35%	90,46%
Total	21 ,68%	78,28 %

2.6 Les drames de la migration non-règlementaire sur les côtes tunisiennes

Mois	Nombre de victimes et de personnes disparues
Janvier	37
Février	67
Mars	53
Total	157

Nombre de victimes et de personnes disparues sur les côtes tunisiennes

157

Nombre de victimes et de personnes disparues dans la mer méditerranée

338

MÉTHODOLOGIE DE VEILLE

DE LA MIGRATION NON-RÈGLEMENTAIRE

L'ensemble des données contenues dans ce rapport représente ce que le Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux a pu rassembler à partir de diverses sources et par les moyens disponibles. Les données numériques restent incomplètes, non détaillées et sujettes à actualisation et peuvent ne pas refléter pleinement la réalité. Cependant, en l'absence d'informations détaillées et actualisées du côté officiel tunisien (telles que le nombre de laissez-passer, le nombre de passagers, leur répartition selon les tranches d'âge et le sexe, leur provenance, leur statut social et le nombre de personnes disparues...), ces données peuvent contribuer à une meilleure compréhension des dynamiques migratoires et des transformations significatives

LES OPÉRATIONS D'INTERCEPTION

la veille repose sur les rapports du Ministère de l'Intérieur et les déclarations du porte-parole de la Garde Nationale dans les divers médias. Dans la plupart des cas, ils n'incluent pas de données détaillées (genre, tranches d'âge, pays d'origine des migrants ...)

LES ARRIVÉS SUR LES CÔTES EUROPÉENNES

Plusieurs structures émettent des données numériques sur les arrivées en Europe, comme le Haut-Commissariat pour les réfugiés, l'Organisation Internationale pour les migrations, les Ministères de l'Intérieur des pays européens et l'Agence Européenne de Surveillance des côtes.

Les chiffres présentés restent approximatifs et nécessitent une mise à jour continue selon les données publiées par les structures officielles et civiles qui peuvent être édités dans des rapports ultérieurs mais qui fournissent une lecture de l'évolution et du changement de la dynamique de la migration non-règlementaire.

LES CHIFFRES INVISIBLES

ce sont le nombre de migrants qui atteignent les côtes européennes sans passer par les autorités locales ou les structures internationales et ne se retrouve pas dans un recensement. Ce sont des chiffres importants et qui diffèrent selon les tactiques des réseaux des passeurs de migrants. Il comprend également des opérations de départ depuis les côtes tunisiennes qui réussissent à échapper au contrôle sécuritaire strict ou celles dont le passage est intercepté sans émettre de rapports ou sans les annoncer.

03

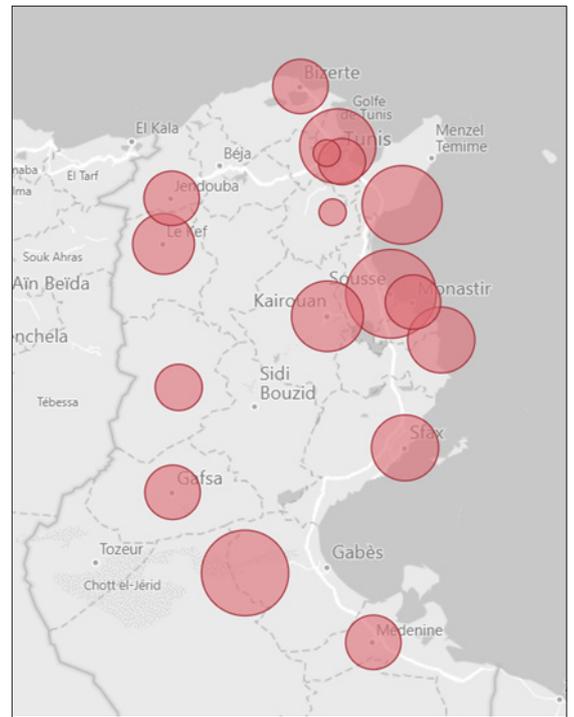
LA VIOLENCE

Comment décrire les violences qui ont lieu dans l'espace intime et public tunisien, dans ce contexte de baisse de protestation ? Deux pistes s'offrent à nous : d'un côté, les violences qui se multiplient sont le signe visibles des frustrations qui grandissent chez la population. De l'autre côté, il s'agirait d'un moyen de défense et de protestation contre l'impuissance apprise par l'échec des autres méthodes d'exprimer le mécontentement et la colère populaire. C'est dans ce spectre que s'articule cette partie du rapport. Les violences sont ici abordées comme des manifestations dysfonctionnelles de la colère populaire, qui aurait pu dans d'autres contextes être dirigée contre le pouvoir qui crée cette colère et renforce l'impuissance, qui devient le facilitateur de l'obéissance.

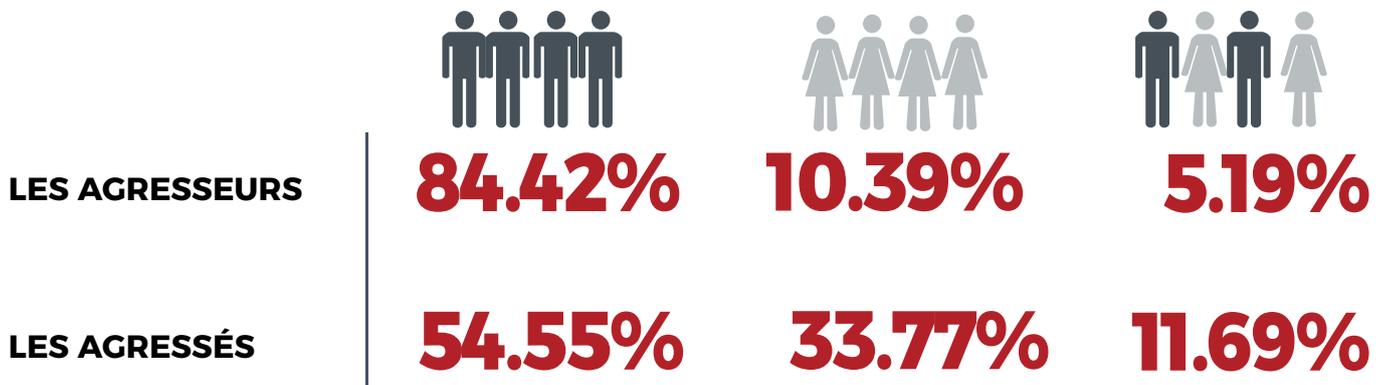
Pendant ce premier trimestre, la violence a été généralisée dans tout les gouvernorats, elle a été multifactorielle et a touché des identités distinctes d'agressés et d'agresseurs. Cela est du aux facteurs socio-économiques qui oppriment sans exceptions, à l'impunité et aux échecs du système juridique. Les affects de haine et le désir de vengeance peut être interprété à travers les témoignages et la nature des actes recensés. Souvent la cible des violences est dans une situation de faiblesse et joue un rôle de défouloir pour les agresseurs. On assiste ainsi à des effets de masse qui renforcent la banalisation.

3-1 RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

Les violences s’installent partout en Tunisie. Elles n’épargnent aucune ville et aucun espace rural. Cela va dans le sens auquel nous nous sommes habitués depuis des mois. La courbe reste donc inchangeable. La prolifération des violences reste cependant dans les régions où il y a le plus d’inégalités sociales, qui motive la frustration et donc le passage à l’acte violent. Pendant ce trimestre, c’est des régions comme Tunis, Nabeul, Sidi Bouzid, Kairouan, Sousse qui ont enregistré le taux le plus élevé.



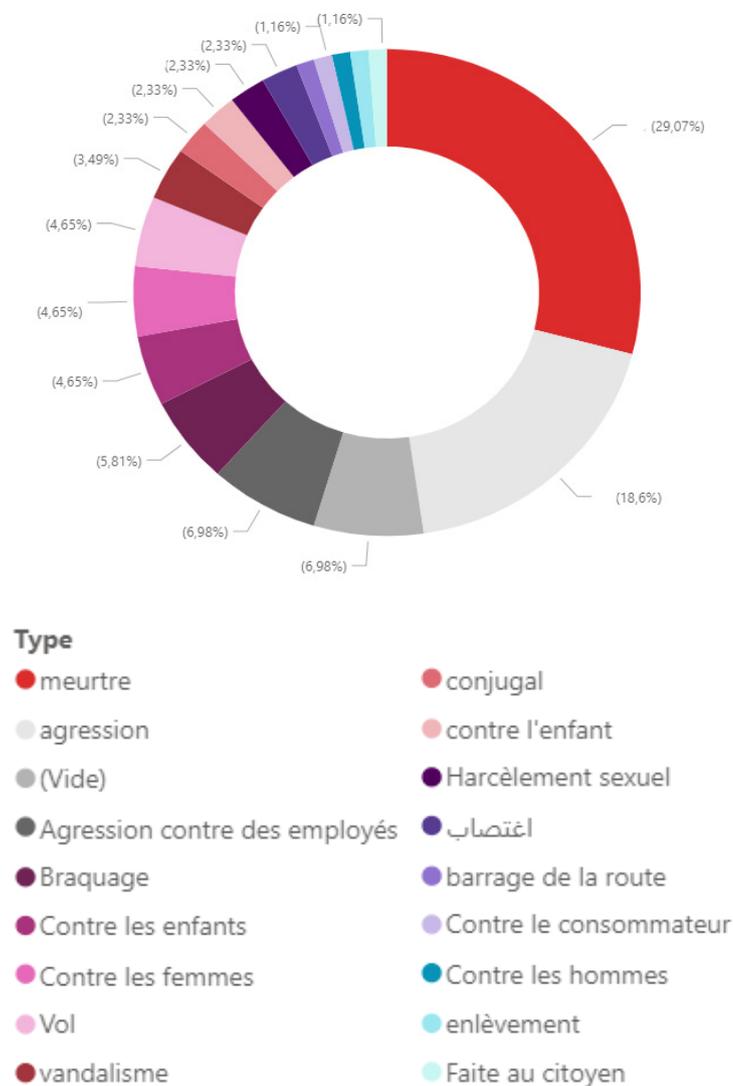
3-2 PROFILS DES ACTEURS



Agresseurs: au niveau des agresseurs la majorité était comme d’habitude composée par des hommes, à savoir 84,42% contre 71,84% pour le dernier trimestre de 2023. Les violences perpétrées par la masculinité hégémonique augmentent. Elles sont ainsi le signe du renforcement du patriarcat et de la masculinité violente. Uniquement 10,39% des violences ont été perpétrées par des femmes et 5,19% par des groupes mixtes composées par des hommes et des femmes.

Agressés: en ce qui concerne les victimes des violences, 54,55% sont des hommes, ce qui est presque le taux enregistré durant le trimestre passé. 33,77% sont des femmes, comparé à 26,21% durant le dernier trimestre. Cette augmentation du taux féminin des victimes d'agression est l'indicateur de la continuation et du renforcement des violences contre des femmes. Nous avons également enregistré un taux de 11,69% de victimes mixtes durant des actes de violence collective.

3-3 TYPES DE VIOLENCES

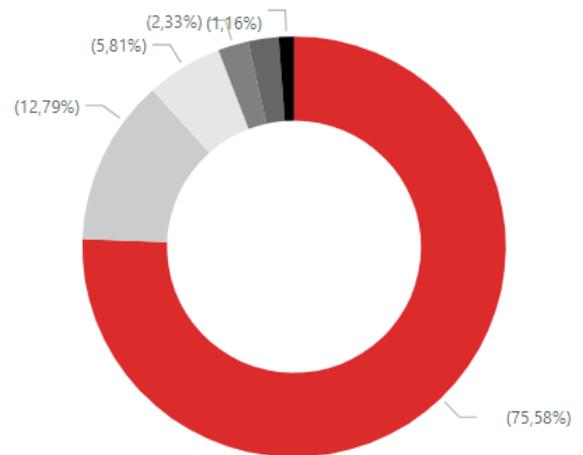


Concernant les types de violence enregistrés pendant ce trimestre, une bonne partie a été constituée par des meurtres, c'est-à-dire 29,07%. 18,6% sont des agressions, ce qui constitue une augmentation par rapport au trimestre passé. D'autres violences ont également été documentées, dont des agressions contre les employés, des braquages, des violences contre des enfants et des femmes, du vol, du vandalisme, des violences conjugales, du harcèlement sexuel, des viols, etc.

3-4 SECTEURS DE LA VIOLENCE

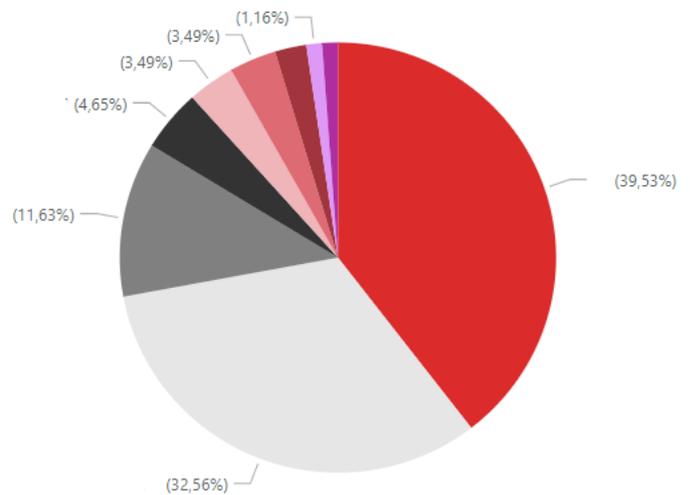
La violence documentée durant ce trimestre varie entre l'individuel et le collectif avec une prédominance des violences entre des individus avec un taux d'environ 52% du taux total des violences recensées.

La violence durant ce premier trimestre est majoritairement sociale, avec un taux 75,58%. 12,79% sont de nature institutionnelle. 5,81% sont des violences à nature criminelle, 2,33% sont des actes de violence économique, 2,33% sont des violences spectaculaires exercées dans l'espace public et 2% sont de nature politique. Cela est le signe de la généralisation de la violence, devenue banale dans la société. Peu de violences sont de nature politique et cela est le signe de l'adaptation au contexte politique actuel.



3-5 ESPACES DE VIOLENCE

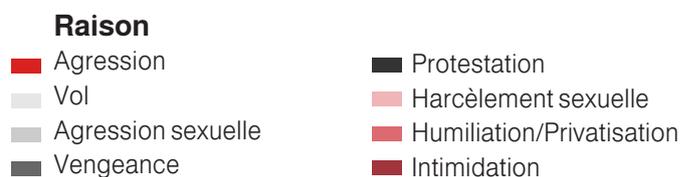
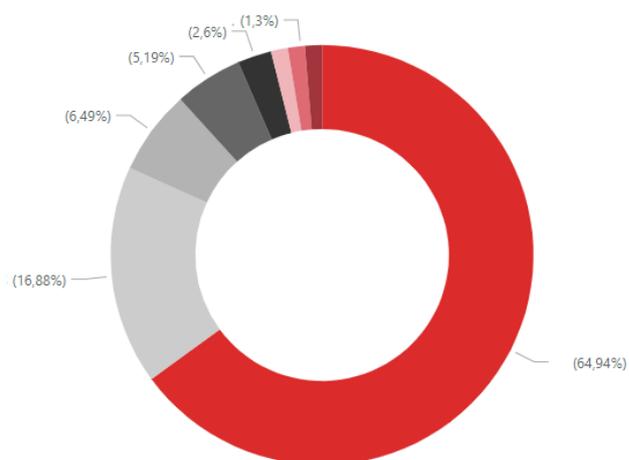
Encore une fois, la majorité des actes de violence se déroulent dans la rue, à savoir 39,53% du taux total. 32,56% se déroulent dans le domicile intime des personnes. 11,63% se passent dans des établissements éducatifs (comme des écoles, lycées, universités). 4,65% dans des espaces de santé, 3,49% dans des sièges administratifs, 3,49% dans des transports publics, 2,33% dans des institutions économiques, 1,16% dans des espaces touristiques et de loisir et 1% dans des prisons ou des centres de détention.



3-6 LES RAISONS DE LA VIOLENCE

Par rapport au trimestre précédent, la tendance des raisons de la violence a relativement changé. 64,9% des violences sont des agressions simples, c'est-à-dire sans motif utilitariste derrière. 16,88% sont des actes à visée économiques c'est-à-dire du vol.

6,49% sont des agressions sexuelles, à but de domination. 5,19% des actes motivés par la vengeance, 2,6% motivés par la protestation, 1,3% à visée sexuelle, 1,3% ont eu lieu dans des buts d'humiliation et de privation et 1% dans des buts d'intimidation.



04

SUICIDE & TENTATIVE DE SUICIDE

38 cas enregistrés durant le premier trimestre 2024

Les conduites suicidaires que documente l'observatoire social tunisien ont repris leur augmentation, depuis une relative baisse en comparaison avec le trimestre passé. Ils ont atteint au cours de ce trimestre 38 conduites suicidaires. Etudier ces conduites ne peuvent se faire sans mettre l'ambiguïté et les tabous du recensement sur la table pour discuter ce phénomène qui constitue un indicateur des dangers pour la santé publique des citoyens.

Les conduites enregistrées marquent l'inaction des politiques publiques au niveau de la santé mentale. Des personnes continuent à être tués par cette inaction et ils restent les acteurs indirects de cette destruction, même si regarder la scène de loin pourrait nous laisser penser qu'il s'agit des acteurs principaux. Cela est dû au manque de financement des structures publiques, le recrutement et formation défailante des personnels de santé mentale et le manque de travaux de sensibilisation aux enjeux de santé mentale.

Parmi les actes de suicides enregistrés pendant ce trimestre, la mort a guetté la majorité, avec un taux de décès de 78,95% alors que seulement 21,05% ont survécu aux tentatives de suicides. Il semble que ces actes mènent de plus en plus vers la mort et que le but de ses actions n'est plus la protestation mais l'effacement et l'autodestruction définitive des personnes qui commettent ces actes de violence auto-infligée.

4-1 Distribution Géospatiale

Pendant ce trimestre, nous avons assisté à une distribution variée dans les grandes régions du pays.

Cela est conforme aux tendances habituelles malgré certains changements. Durant ce trimestre, nous avons enregistré 6 suicides à Kairouan, 5 à Gabes, 4 à Kasserine, 3 à Monastir, 3 à Nabeul, 2 à El Kef, 2 à Bizerte, 2 à Jendouba 2 à Sousse, 2 à Sidi Bouzid, un à Ariana et un autre à Mahdia.

Gouvernerats	Total
Kairouan	6
Gabès	5
Kasserine	4
Monastir	3
Nabeul	3
Bizerte	2
Jendouba	2
Kef	2
Sidi Bouzid	2
Sousse	2
Ariana	1
Ben Arous	1
Mahdia	1
Medenine	1
Sfax	1
Siliana	1
Tunis	1
Total	38

4-2 Distribution Genrée



28 CAS
SOIT
73.68%

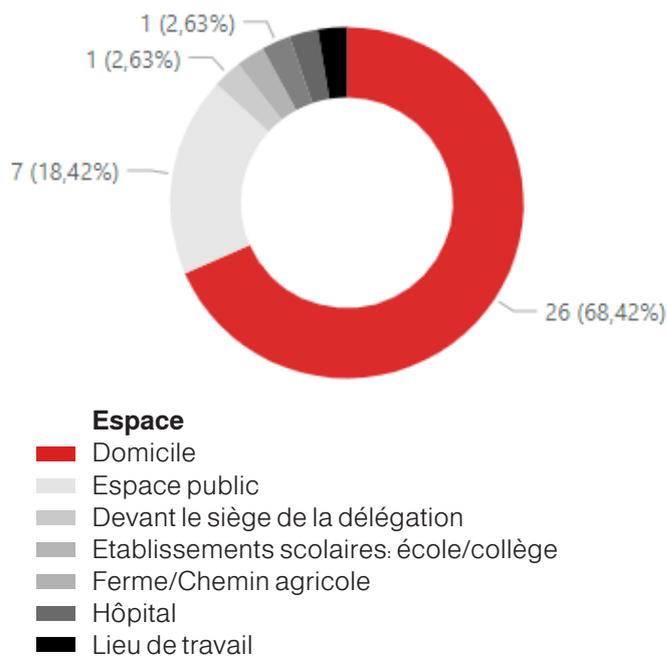


10 CAS
SOIT
26.32%

Pris sous le prisme du genre, on peut analyser les tendances des comportements suicidaires comme un effet de la pression subie par les hommes qui les empêche d'accéder à des services sociaux ou de santé mentale, à cause de la honte et le désir de préserver une image sociale valorisante en tant qu'homme. La différence genrée est de plus en plus marquée avec pendant ce trimestre 73,68% de suicidants qui sont des hommes et 26,32% de femmes.

4-3 Lieux des Suicides

Les suicides et tentatives de suicide se sont déroulés dans divers endroits. 68,42% se sont déroulés dans les lieux de vie des victimes, 18,42% dans les espaces publics, 2,63% devant les sièges de délégations, 2,63% dans des établissements scolaires, 2,63% dans des fermes ou des terrains agricoles, 2,63% dans des hôpitaux et 2,63% sur le lieu de travail de la victime.



4-4 Les catégories biographiques des Suicidants

La diversification continue à se faire observer, depuis des mois. Les profils biographiques des suicidants sont variables, malgré une prédominance genrée. 42,11% des suicidants sont des jeunes, 28,95% sont des adultes, 18,42% sont des élèves, 5,26% des enfants, 2,63% des personnes âgées et 2,63% des ouvriers. Ces statistiques confirment l'hypothèse d'un état de désespoir et d'impuissance apprise qui pousse les jeunes – en âge d'agir et de créer – à s'infliger la violence du suicide. Les suicides des élèves et des enfants est une variable alarmante qui devrait être prise en compte par les politiques de santé mentale afin que ce fléau cesse.

